

Le PIB du français



13 mars 2017 | Jean-Benoît Nadeau | Actualités économiques | Chroniques

Alors qu'on se prépare un peu partout à célébrer la langue française avec des dictées ridicules et des listes de mots nunuches, je préfère encore lever mon sombrero aux Espagnols.

En effet, la multinationale Telefónica vient de conclure un projet de recherche de plus de dix ans réalisé par trois économistes chevronnés sur la valeur économique de la langue espagnole.

Leur conclusion est étonnante : pour l'Espagne, la langue espagnole représente 16 % du PIB et de l'emploi. En d'autres termes, un emploi sur six en Espagne repose sur la langue.

En 2010, j'avais interviewé l'un des auteurs de cette étude, José Antonio Alonso, qui m'avait expliqué que leur point de départ était une comparaison avec la Pologne. L'Espagne est de taille comparable à la Pologne, mais quel avantage tire-t-elle à ne pas être « toute seule de sa gang », comme on dit ?

Il ne s'agit pas ici des seules industries langagières ou culturelles, mais de toutes les décisions à caractère économique. L'étude a montré que, toutes choses égales par ailleurs, un immigrant hispanophone a trois fois plus de chances d'immigrer dans sa langue ; une entreprise a quatre fois plus de chances d'exporter ou d'importer dans sa langue ; et un investisseur a sept fois plus de chances d'investir dans sa langue.

Les conclusions de cette étude, à lire absolument, suggèrent une idée : au Québec, nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons la langue française. Il est urgent que nous prenions la pleine mesure de ce qu'elle représente : la langue est la principale richesse naturelle du Québec et sa principale industrie.

Samedi, dans notre cahier spécial sur la francophonie, je publiais une entrevue avec Me Louis Fortier, le président de l'Association canadienne des juristes-traducteurs, qui prône la création d'un bureau de développement des industries langagières. Statistique étonnante : selon PricewaterhouseCoopers, la traduction représenterait une activité économique de 2,5 milliards de dollars au Québec seulement !

Et cela ne concerne que la traduction. Si vous considérez tout ce qui fait commerce de la langue, c'est beaucoup plus. Et ce n'est qu'un début.

Si l'on se donnait la peine de répliquer les travaux de Telefónica, on arriverait à des conclusions similaires : le Québec, dont la taille se compare à la Suède ou au Danemark, tire des avantages énormes de son appartenance à un club de pays qui regroupe plus de 275 millions de locuteurs sur tous les continents.

Les 817 universités membres de l'Agence universitaire de la Francophonie, issues de plus de 106 pays, forment le plus gros réseau international universitaire, et de loin. Les pays francophones représentent 20 % du commerce mondial, ce qui fait du français la troisième langue du commerce international. Deux pays du G8 sont francophones, tout comme la moitié des pays de l'Union européenne et du continent africain. C'est le

paradoxe d'une langue qui nous isole sur le continent, mais qui nous branche sur le monde.

La modernité francophone

Les Québécois, et tous les francophones du Canada, appartiennent à une très grande civilisation mondialisée — et dont ils devraient être fiers... s'ils en étaient seulement conscients.

Au Québec, cette absence de vision de la modernité francophone — très peu répercutée dans les médias — a un sens politique. Certes, la francisation des immigrants et des entreprises, l'analphabétisme de masse et le laisser-aller en matière de langue sont des enjeux très réels pour le Québec. Mais à trop noircir le portrait, on sombre dans une espèce de complaisance obscurantiste.

Rappelons-nous que ce qui a étranglé le français dans les « Petit-Canada » — surnom des anciens quartiers canadiens-français de la Nouvelle-Angleterre — était justement le refus de la modernité. Les élites se sont refermées et leurs enfants se sont anglicisés en une génération.

Grâce à la Révolution tranquille, le Québec a relevé avec succès le premier défi de la modernité. Mais 50 ans plus tard, il doit actualiser sa perspective pour tenir compte de la nouvelle modernité francophone.

Ce danger d'enfermement mental n'est pas propre au Québec : les multinationales françaises s'anglicisent d'elles-mêmes, spontanément, sans aucun encouragement des milieux d'affaires anglophones.

La myopie francophone quant à la situation de la langue et des bénéfices qu'elle procure a des effets très concrets.

L'an dernier, l'ancien délégué du Québec à Tokyo, Jean Dorion, m'a raconté que le gouvernement du Québec avait longtemps entretenu l'idée que les seuls conseillers économiques japonais qui valaient la peine ne parlaient que l'anglais — n'est-ce pas la « langue des affaires » ?

Jean Dorion a introduit le français comme critère d'embauche à Tokyo. Alors que l'on redoutait une baisse de la qualité des candidats, c'est le contraire qui s'est produit : les Japonais francophones étaient aussi les meilleurs candidats.

Alors, profitons de cette semaine de la francophonie pour le redire, puisqu'il le faut : nous parlons une langue formidable.